

## APPEL DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DU SNESUP-FSU

### LE SNESUP-FSU APPELLE A SE MOBILISER POUR UNE AUTRE POLITIQUE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE (ESR)

Le 7 juillet dernier, avec le soutien d'une très large majorité des organisations syndicales, le Nouveau Front Populaire arrive en tête des élections législatives et évite une majorité d'extrême-droite à l'Assemblée Nationale. Après 60 jours d'attente et de pseudo-consultations de la part du président de la République, Michel Barnier, issu des rangs d'un parti qui n'a réalisé que 5,4 % des voix aux élections législatives, et adoubé par le Rassemblement national, a été nommé Premier ministre. La coalition arrivée en tête proposait pourtant une candidate issue de ses rangs, preuve si besoin était, que le président Macron refuse qu'une politique de rupture soit engagée. Ce faisant, en mettant l'extrême-droite en position d'arbitre de la vie politique du pays, il contribue à l'inscrire durablement dans le paysage.

**De toute évidence, la nomination d'un gouvernement annoncée pour la semaine prochaine ne marquera pas un changement de politique** : ce nouveau gouvernement n'augmentera pas les recettes, ne remettra pas en cause les cadeaux aux entreprises privées, et continuera à détruire les services publics. "Dettes pour les générations futures", "immigration et identité nationale" ou encore "austérité" sont autant de sujets qui saturent l'espace médiatique et qui révèlent un projet ancré à droite et à l'extrême-droite. La feuille de route reposera sur une politique de réduction des budgets publics associée à un plan d'austérité, qui mènera à l'échec puisque la seule politique de l'offre interdit d'envisager toute augmentation des recettes. Elle ne mènera qu'à la poursuite du dépeçage des services publics.

**Le SNESUP-FSU, avec la FSU et la plupart des organisations syndicales, portent d'autres ambitions et exigent au**

**contraire des investissements dans les services publics, l'abrogation de la réforme des retraites et une toute autre fiscalité pour une juste répartition des richesses.** Le SNESUP-FSU appelle aussi à poursuivre l'élan unitaire de la campagne des législatives pour que toutes les forces de progrès social portent des alternatives synonymes d'espoir. Il appelle à ce que ses 8 mesures pour l'ESR soient prises en compte ([voir ICI](#)).

Dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR), aucune amélioration n'est à attendre. La ministre démissionnaire poursuit comme si de rien n'était et donne un blanc-seing aux établissements pour les restructurations sous la forme d'établissements expérimentaux, comme à Lyon 1 par exemple dont le projet de statut a été validé par le ministre démissionnaire cette semaine. Les feuilles de route de l'Acte II de l'autonomie des universités continuent à s'étoffer et France Université continue à brandir l'autonomie comme solution à tous les maux.

#### **Des choix budgétaires à dénoncer**

Dans la lignée des annonces du ministre démissionnaire de l'économie pour diminuer la "dettes" publique, une baisse de 500 millions du budget de l'ESR est d'ores et déjà prévue. Les établissements sont appelés à développer leurs "ressources propres" pour combler les déficits créés par l'État et compenser l'insuffisance du montant de la subvention pour charge de service public (SCSP). Le SNESUP-FSU dénonce des choix qui se traduisent par des politiques de gestion de la pénurie et il exige que l'État assume ses responsabilités et engage les investissements nécessaires aux missions de recherche et de formation du service public de l'ESR.

Le déficit dans les établissements publics est organisé pendant que le « privé » investit l'ESR à but lucratif, subventionné par des financements publics qui s'ajoutent aux investissements privés. Le SNESUP-FSU dénonce cette dégradation organisée du service public de l'ESR. Cette concurrence déloyale se fait au détriment des étudiant·es : les frais d'inscription y sont élevés, la qualité de la formation y est parfois discutable et les diplômes n'y sont pas toujours reconnus par l'État.

### **Un service public de l'ESR toujours plus menacé**

Aujourd'hui, les vacataires assurent près de 5 millions d'heures (soit 20% des heures de formation) dans les établissements de l'enseignement supérieur et le nombre d'heures complémentaires (HC) réalisées par les enseignants et enseignants-chercheurs titulaires ne cesse d'augmenter, parfois sous la contrainte, pour atteindre un tiers de leur service d'enseignement (5 millions d'HC, pour 13 millions d'heures de service). De plus, les charges administratives pesant sur les enseignant·es-chercheur·es (EC) et les enseignant·es (E) sont de plus en plus lourdes : aujourd'hui, de moins en moins de collègues sont volontaires pour assumer les responsabilités pédagogiques et de recherche. La crise de recrutement commence à toucher également l'ESR. L'augmentation des salaires par la reconstruction des grilles indiciaires et la revalorisation du point d'indice et l'amélioration des conditions de travail apparaissent de plus en plus nécessaires pour améliorer l'attractivité de nos métiers.

La fermeture de formations ou la diminution des capacités d'accueil sont utilisées dans certains établissements pour plafonner voire diminuer ces heures complémentaires. Ces réponses sont inacceptables au regard de la nécessité de poursuivre la démocratisation de l'enseignement supérieur. Le SNESUP-FSU rappelle le droit constitutionnel à la formation de toutes et tous les citoyen·nes et son exigence d'un plan massif de recrutement de titulaires seul à même de permettre aux EC et E de remplir leurs missions de formation et de recherche.

Des élections se préparent dans plusieurs universités. Le SNESUP-FSU appelle à constituer des listes de candidatures pour les instances afin d'y porter et faire advenir nos revendications.

### **Lutter contre les idées de l'extrême-droite : une exigence impérieuse**

Le SNESUP-FSU appelle à poursuivre la lutte contre les idées de l'extrême-droite. Si une majorité d'extrême-droite à l'Assemblée Nationale a été évitée, ses idées continuent de constituer une menace singulière pour l'ESR, lieu de vie sociale, de développement de l'esprit critique et d'émancipation par les savoirs. L'Université doit rester un lieu d'accueil et de circulation universelle des savoirs, de débats et de confrontation des idées.

### **Le SNESUP-FSU appelle à se mobiliser le mardi 1/10 pour les salaires, les services publics et l'abrogation de la loi sur les retraites.**

**Le SNESUP-FSU appelle à participer massivement à la journée de grève et de mobilisation interprofessionnelle le 1er octobre prochain pour les retraites, les salaires, les pensions et un budget qui couvre les besoins des services publics ([voir ICI l'appel intersyndical](#)).** D'autre part, le SNESUP-FSU porte des propositions pour l'amélioration des conditions de travail et pour un service public ouvert à toutes et tous et émancipateur, seul à même de poursuivre une véritable démocratisation de l'enseignement supérieur ([voir ICI les 8 mesures du SNESUP-FSU à diffuser largement](#)). Le SNESUP-FSU appelle à tenir dès maintenant des assemblées générales de rentrée pour échanger sur les difficultés dans les établissements, mettre en débat les différentes modalités d'action et pour engager la mobilisation nécessaire pour arracher ces mesures au gouvernement.

Vote : 30 POUR, 6 abstentions ■

Suivez nous :  [SNESUPFSU](#)  [@SnesupFSU](#)